

PAOLO GROPPA

LIBAMBOS

DROIT À LA TERRE ET LUTTES PAYSANNES: UNE HISTOIRE SANS FIN



PRÉFACE DE MARCEL MAZOYER

Casa editrice



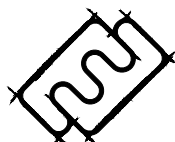
Elmi's World

COLLANA TRADUZIONI
FRANÇAIS
ELMI'S WORLD

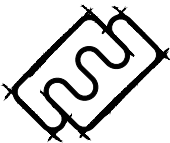
PAOLO GROPPPO

LIBAMBOS

**DROIT À LA TERRE ET LUTTES
PAYSANNES : UNE HISTOIRE SANS FIN**



Elmi's World

Casa Editrice  Elmi's World

Via Compagno, 7 - 35124 Padova (PD)
tel. 389.13.488.54

www.elmisworld.it

Libambos - droit à la terre et luttes paysannes : une histoire sans fin
di Paolo Groppo
Collana "Français"
ISBN : 978-88-85490-37-6
© Casa Editrice Elmi's World
Foto di Annick Ruiz
Prima edizione settembre 2019

Quest'opera è protetta dalla legge sul Diritto d'autore. Legge n. 633/1941

Tutti i diritti, relativi alla traduzione, alla citazione, alla riproduzione in qualsiasi forma, all'uso delle illustrazioni, delle tabelle e del materiale software a corredo, alla trasmissione radio-fonica-televisiva, alla registrazione analogica o digitale, alla pubblicazione e diffusione attraverso la rete Internet sono riservati, anche nel caso di utilizzo parziale. La riproduzione di quest'opera, anche se parziale o in copia digitale, è ammessa solo ed esclusivamente nei limiti stabiliti dalla Legge ed è soggetta all'autorizzazione scritta dell'Editore.

La violazione delle norme comporta le sanzioni previste dalla legge dello Stato Italiano. L'utilizzo in questa pubblicazione di denominazioni generiche, nomi commerciali e marchi registrati, anche se non specificatamente identificabili, non implica che tali denominazioni o marchi non siano protetti dalle relative leggi o regolamenti.

Je dédie ce livre à Mia Couto, narrateur d'histoires qui font rêver et sont à l'origine de la nôtre.

« Em toudo o mundo è assim : morrem as pessoas, fica a Historia. Aqui è o inverso : morre apenas a Historia, os mortos não se vão. »

(O Barbeiro de Vila Longe)

Je le dédie également à Pepetela, pour la légèreté de ses trames policières qui ont inspiré le personnage de l'inspecteur de police de notre récit.

Les droits d'auteur de ce livre ont été dévolus à AGTER, une association internationale à but non lucratif de droit français créée en 2005, qui travaille à l'amélioration de la Gouvernance de la Terre, de l'Eau et des autres Ressources naturelles (www.agter.org). Face aux accaparements et à la concentration, mais aussi vu l'épuisement et la dégradation des ressources, AGTER appuie l'émergence non-violente de nouvelles formes politiques et sociales de gestion de celles-ci, qui préservent les équilibres écologiques. Elle accompagne un processus permanent de réflexion et d'apprentissage collectif, destiné à aider les membres des organisations de la société civile et les gouvernements à s'informer, à formuler des propositions et à les mettre en pratique.

De la part de l'auteur, il s'agit d'une manière concrète de soutenir la recherche, la formation et les activités promues par l'association.

PRÉFACE

Depuis la Vénétie rurale de sa jeunesse jusqu'au poste de conseiller technique de la FAO qu'il a occupé de 1989 à 2017, Paolo Groppo a toujours fait preuve d'un engagement résolu en faveur d'un développement agricole durable, justement et largement partagé entre les différentes régions du monde et entre les groupes sociaux les plus directement concernés. Depuis une trentaine d'années, il n'a cessé de contribuer par ses publications et communications à de très nombreux débats scientifiques et publics sur les questions foncières.

Il est l'auteur (avec Pierre Groppo) de "Esperanza" (2012), en mettant en parallèle la question des *desaparecidos* argentins et du nazisme allemand. En 2014, il publie "Marne Rosse", une histoire d'accaparement de terre en Valpolicella, célèbre zone de production du vin Amarone, suivi par la version italienne de "Libambos" (2016). En cette même année 2019 il publie, toujours avec Elmi's World, "A Manà" sa biographie professionnelle après 30 de travail dans les questions du tiers-monde.

Dans ce nouveau roman, *Libambos - droit à la terre et luttes paysannes : une histoire sans fin*, Paolo Groppo témoigne une fois de plus de cet engagement, de l'actualité de la question de l'accès à la terre et de l'intensité des luttes et des débats qu'elle suscite, tant localement que globalement, dans les milieux sociaux touchés au premier chef ainsi que dans les milieux scientifiques, professionnels et politiques intéressés.

Ce roman à la fois picaresque et personnel, véridique et fictif, est riche de l'expérience exceptionnelle de son auteur, non seulement au siège de la FAO mais aussi sur les terrains où cette organisation est amenée à intervenir, notamment en Afrique (Angola, Mozambique), en Amérique latine (Brésil, Colombie) et en Asie (Philippines). Il rend bien compte de l'étendue et de la complexité des problèmes rencontrés, ainsi que de la diversité des acteurs engagés. C'est pourquoi ce roman passionnera aussi bien les lecteurs familiers de ces questions que les non-initiés.

Les événements mis en scène dans ce nouveau livre se déroulent principalement dans un contexte africain (Mozambique), sud-américain

(Brésil), asiatique (Birmanie) et accessoirement européen (Italie, Angleterre). Les acteurs principaux de ces aventures sont principalement les paysans et paysannes de ces régions, en particulier les plus vulnérables, certains politiciens promoteurs de projets, ainsi que des mouvements paysans luttant pour le droit à la terre.

Dans cette histoire, tout part de l'expropriation d'une communauté paysanne de ses meilleures terres, dans la savane boisée du Nord Mozambique, suivie du viol et de l'assassinat de la jeune paysanne Pureza. Il s'ensuit tout un enchaînement d'actions et de réactions parmi les acteurs proches ou lointains de ce drame, allant jusqu'à la préparation d'un attentat - heureusement non abouti - contre un personnage politique sud-américain mondialement connu. Telle est la fiction racontée dans ce livre, qui prend appui sur certains événements bien réels de ces dernières années et sur des idées fortement débattues par ceux qui se préoccupent des questions foncières.

Au-delà de la complexité du thème, ce témoignage romancé nous montre la grande difficulté de la lutte nécessaire pour faire respecter les droits des plus faibles, y compris le droit à la vie, quand les inégalités et les dissymétries de pouvoir sont aussi grandes qu'aujourd'hui.

Mais la détermination et le courage des paysannes de la communauté concernée par les événements nous transmettent un message d'encouragement et d'espoir pour continuer à lutter. Partant de là, l'inspecteur Jaime, qui nous conte cette histoire, décide de changer de vie pour se consacrer à cette cause. Puisse le lecteur en faire autant !

Marcel Mazoyer
Fils de paysans et artisans des hauteurs du Morvan.
Ingénieur agronome, Ingénieur des Eaux et Forêts.

Marcel Mazoyer a été 40 ans Professeur d'Agriculture comparée et Développement agricole à l'Institut National Agronomique Paris-Grignon (aujourd'hui Agro Paris-Tech). Président du Comité de programme de la FAO (1985-1991).

Il est notamment l'auteur de :

- *Histoire des agricultures du monde Du Néolithique à la crise contemporaine* avec Laurence Roudart, Seuil, Paris, 1997.

- « Protéger la paysannerie pauvre dans un contexte de mondialisation », Marcel Mazoyer, FAO, 2001.

- *La Fracture agricole et alimentaire mondiale. Nourrir l'humanité aujourd'hui et demain*, dir. avec Laurence Roudart, Universalis, Paris, 2005.

Il a largement contribué au Rapport d'Evaluation des buts et activités de la FAO, à la demande de la Conférence Générale de la FAO, 1990.

L'ATTENTAT CONTRE L'EX-PRÉSIDENT

Cet attentat, survenu à la fin de l'année dernière, fit couler l'encre des journaux du monde entier et ne constitua pas une bonne publicité pour le pays où celui-ci se produisit. Dans ce cas, c'était le mien : l'Italie. Comme souvent, tous les lecteurs de journaux, qu'ils soient écrits, télévisés ou électroniques (et bientôt tous les citoyens) s'étaient transformés en autant de Sherlock Holmes. Tous mettaient en cause les mesures de sécurité inadaptées, nos agents secrets guère professionnels et formulèrent toute une série de critiques.

Au bar, en ligne, au lit, au bureau : ce fut une occasion en or pour reparler des succès politiques de l'ex-Président Reyes, de son pays et de la passion qui réunissait nos deux contrées - le football. Des discussions pittoresques et répétitives, pour remplir les espaces télévisuels et les pages des journaux. Personne ne semblait se poser la question de savoir ce qui avait pu provoquer un tel acte. Personnellement, je me suis fait une idée et donc, je vous la livre. À vous ensuite de juger de sa crédibilité.

Partons des faits relayés par la presse. L'ex-Président Reyes avait été invité à se rendre en Italie pour participer à une conférence mondiale sur la pauvreté. Étant donné son bilan modèle en matière de lutte contre la faim et la pauvreté rurale, il était perçu comme l'hôte le plus qualifié pour cette *Lectio Magistralis*¹ que l'on célébrait chaque année en automne à Rome, au siège de la FAO, l'agence onusienne spécialisée dans les questions d'agriculture et d'alimentation.

Profitant du voyage, l'ancien Président avait demandé à visiter une exposition d'artistes contemporains qui avait lieu à la même période au musée Maxxi à Rome. Je me rappelle bien cette exposition, car elle était consacrée en particulier à un ami, Mauro Martoriati, qui fut enfin reconnu pour sa capacité à revisiter des sujets populaires, transformés avec des techniques simples, à partir de matériaux de récupération. Ma femme et moi avions également reçu une invitation pour l'inauguration

¹ Conférence de pertinence particulière et de niveau technique tenu par un enseignant ou une personne ayant une grande compétence ou renommée.

officielle, qui se tenait le jour suivant la visite du célèbre hôte. Le carton, représentant au verso une œuvre de Martoriati, avait fini collé au frigo sous un aimant en forme de Tour Eiffel, pour ne pas être oublié.

La compagne de l'ex-Président avait connu le travail de Martoriati grâce à une collectionneuse française rencontrée à l'université. Une demande pour une visite privée avait été envoyée et le service diplomatique du pays d'accueil s'en était chargé. Il est d'usage qu'en plus d'une visite officielle, une autre visite plus informelle soit organisée, parfois même centrée sur un thème choisi par la personne accompagnant l'hôte principal. Dans ce genre d'occasion, aussi bien le gouvernement que les services de police sont chargés d'assurer le confort nécessaire ainsi que les conditions élémentaires de sécurité.

La routine prévoyait une première inspection des lieux à visiter : horaires, trafic, déplacements externes et internes, sorties de secours et tout ce qui peut être nécessaire. L'ex-Président, dans sa bonhomie et son goût pour les bains de foule, avait l'habitude de ne jamais respecter scrupuleusement les mesures de sécurité. Ainsi, chaque occasion était bonne pour s'arrêter et serrer quelques mains, échanger trois mots, faire un selfie et jouer un peu plus avec les nerfs des personnes chargées de sa protection.

Après seulement que furent connus les faits, plutôt les méfaits, les antécédents ainsi que chacun des détails qui filtrèrent (et qui auraient probablement mérité une attention majeure) que les Italiens se transformèrent en autant d'enquêteurs et de juges du comportement laxiste des forces de sécurité. Pour la défense de celles-ci, il faut reconnaître que la responsabilité des événements aurait dû également être partagée avec l'escorte personnelle de l'ancien Président, qui le suivait depuis son départ. Au fait de ses habitudes, elle aurait dû pouvoir anticiper les événements mieux que personne.

L'ex-Président Reyes s'était mis depuis quelques mois au régime. A cause de son hypertension et de problèmes d'acide urique, un des remèdes conseillés avait été de boire beaucoup d'eau. Au moins deux litres par jour, niveau auquel il s'adaptait comme il pouvait. Reyes, mêlant impératif médical et sens de la communication politique, avait donc pris l'habitude, lors de ses visites privées, d'acheter une bouteille d'eau au premier bar venu. Une bonne occasion de prendre des clichés et de tester sa popularité qui, il faut le dire, était restée à un niveau record, même plusieurs années après sa sortie de la scène politique. Les responsables de la sécurité étaient bien évidemment au courant de ces haltes

faussetment inopinées et se rendaient à l'avance dans le bar qui serait choisi "par hasard", suggérant au personnel ce qu'il devait répondre aux éventuelles (et bien connues, c'était toujours les mêmes) questions de l'ancien Président. Il en résultait ainsi une majorité écrasante en faveur de tout ce qu'il avait fait, qui le poussait à renouveler ces arrêts encore et encore, surtout à l'étranger. Il était dès lors évident qu'un arrêt au bar aurait été inclus lors de cette matinée au musée.

Cette histoire d'eau peut sembler banale, mais elle ne le fut pour personne. Cette habitude de l'ex-Président, en devenant publique, aurait dû attirer davantage l'attention chez les personnes en charge de sa sécurité, car elle pouvait représenter un point faible dans le mécanisme bien huilé de sa protection. Ce ne fut pas le cas.

Les gens qui voulaient attenter à la vie de l'ex-Président suivaient attentivement ses déplacements et accumulaient tous les détails qui pouvaient leur être utiles au vu de l'objectif. L'histoire de l'arrêt pour acheter de l'eau ayant été relayée maintes fois, il était sûr que Reyes, accompagné de son escorte, allait faire une pause à l'unique point de restauration : la cafétéria-librairie située juste après l'entrée, rue Guido Reni, demandant (et payant de sa poche) sa bouteille d'eau. Le point critique où agir, c'était donc le bar.

La première partie du plan consistait à ce que l'on donne à l'ex-Président une bouteille bien précise, dans laquelle auraient été injectées quelques gouttes d'un diurétique qui, quelques minutes plus tard, l'obligerait à aller aux toilettes. Pour mener à bien ce plan, il fallait une aiguille suffisamment fine pour que le trou ne se décèle pas et que le serveur présente la bouteille en question et pas une autre. Cela nécessitait donc une infiltration afin de placer le bon serveur au bon endroit. Et c'est ce qu'ils firent. Le subterfuge ne fut découvert que trop tard, une fois les faits survenus et le barman disparu.

Après coup, il ne fut pas difficile de découvrir la ruse des malfaiteurs.

Michele, le véritable serveur, employé à mi-temps - il était aussi comédien - s'était fait renverser le mois précédent par un scooter devant le Théâtre Eliseo, alors qu'il sortait d'une répétition. Ses jours n'étaient pas en danger, mais l'accident l'avait quand même envoyé à l'hôpital Sandro Pertini, avec deux côtes cassées, une épaule démise et la figure passablement abîmée. Le conducteur portait un casque intégral et, selon la police, le véhicule était équipé d'une fausse plaque. La profession de la victime n'attira pas l'attention des autorités et aucune signalisation

ne fut transmise à qui de droit. Le lendemain, un candidat se présenta au Musée pour le remplacer. Il s'appelait Luigi. Un peu artiste lui aussi, il approchait de la trentaine et avait non seulement de l'expérience, mais aussi l'allure parfaite, ce genre mi intello, mi créatif, prisé par les concessions commerciales des institutions culturelles. Il était de plus chaudement recommandé : un appel téléphonique avait été passé par une connaissance du gérant du bar, un célèbre *Commendatore* dont la voix, modifiée, assurait qu'il avait lui-même envoyé ce brave garçon. Étant donné que pratiquement toute embauche passe par les *raccomandazioni*, cela n'intrigua pas le gestionnaire qui, voyant la dextérité du jeune homme et son habileté à faire grimper le chiffre d'affaire l'avait déjà promu responsable du bar. Ainsi, ce serait lui qui donnerait la bouteille à Oreste Frittarozzi, le Propriétaire du bar en question, qui la confierait ensuite aux mains présidentielles. Le passage final du témoin, euh pardon, de la bouteille, serait ainsi sous sa responsabilité. J'écris « Propriétaire » avec un P majuscule car l'exubérance du personnage (à Rome, on dirait certainement « qu'il se la racontait ») me fait énormément penser à mon grand-père Alfredo.

Le propriétaire du bar, notre ami Oreste, avait compris tout de suite que c'était là une occasion en or pour serrer la main de l'ex-Président, apparaître sur les photos et par-dessus tout, à la télévision. Ainsi, le fameux quart d'heure de célébrité auquel tout le monde a droit, selon Andy Warhol, arrivait. Sur ça, il allait pouvoir vivre cent ans.

Le jour J à dix heures du matin, Luigi, le faux et habile serveur, inséra 3 millilitres d'Aldactazine à travers la capsule en plastique de la bouteille d'Acqua di Panna - version plate, les médecins redoutant les gaz présidentiels - à l'aide d'une seringue hypodermique à aiguille ultra fine achetée en pharmacie. Le cas échéant, Luigi se tenait prêt à laisser entendre que sa petite amie était diabétique et qu'il s'y connaissait en injections d'insuline, mais il n'eut pas besoin de justifier quoi que ce soit. Le carton de bouteilles avait été livré la veille par une équipe des services de sécurité, mais le placard où il avait été remis était dans un angle mort des caméras de surveillance. Luigi avait rangé ensuite la bouteille en deuxième ligne, une étude attentive des précédentes visites ayant démontré que c'était, dans plus de 90% des cas, l'une de celles-ci qui était tendue au Président. Avec Oreste, ils avaient répété encore et encore le passage de la bouteille du barman au propriétaire au moins autant de fois que des coureurs olympiques de relais.

L'étape suivante consistait à s'infiltrer dans les toilettes, qui seraient évidemment contrôlées par l'escorte, sachant que l'ex-Président s'y rendait toujours seul. Chance pour le serveur et malchance pour Reyes, il y avait, à gauche de la rangée d'urinoirs, minutieusement passés à la javel parfum eucalyptus, une porte avec mention « privé » donnant sur un placard où étaient rangés les produits d'entretien. A l'intérieur du placard, une trappe - dont Oreste pensait être le seul à détenir la clé électronique - conduisait à un sous-sol communiquant avec le reste du bâtiment, notamment avec la zone de livraison.

Lors de l'inspection, tout fut vérifié avec soin. La clef du placard fut donnée par Oreste au personnel de sécurité. De plus, il fut décidé de limiter les entrées au musée le jour de la visite de l'ex-Président. En dehors du personnel, d'un groupe de faux visiteurs âgés et d'une classe de collégiens d'une banlieue populaire - tous munis d'un pass spécial et dont les noms et photographies avaient été transmis à qui de droit - personne ne serait présent. En plus du cortège officiel, six voitures banalisées furent positionnées dans les rues attenantes, dont une centrale de vidéo surveillance, équivalent du SDLP², banalisée en fourgonnette de pizza. Sur les bords du Tibre, un hydrofoil patientait dans l'hypothèse d'une éventuelle évacuation par voie fluviale.

Luigi, maître dans l'art de se faire apprécier, avait bien entendu examiné tous les accès. Il découvrit ainsi qu'il existait une deuxième clé, dans les mains d'Anna Maria, une des femmes de ménage, affligée d'un léger boitement de la jambe droite. A cause de son handicap, elle avait eu droit à un double afin de pouvoir entrer et sortir par le placard sans passer par la porte principale des toilettes. Le serveur réussit à se lier d'amitié avec elle. Sa mère aussi boitait, lui avait-il raconté. La polio... Un jour, il lui offrit au débotté trois places pour la comédie musicale *Mamma Mia* ! Les enfants de la femme de ménage furent ravis. Le lendemain, il crocheta le casier d'Anna Maria, emprunta la carte d'accès dont il prit copie en quelques instants sur un sabot militaire, en s'assurant que les traces électroniques seraient bien celles de la femme de ménage. Puis il rangea l'original dans le portefeuille bon marché, près d'une image pieuse de Padre Pio, referma le casier et s'en alla.

² Le Service De La Protection (SDLP) est placé sous l'autorité directe de la Direction Générale de la Police Nationale (DGPN). Il a pour mission d'assurer la protection des plus hautes personnalités politiques et publiques, françaises ou étrangères, comme par exemple le Président de la République.